

ALERTE MONDIALE POUR LA CORÉE DU NORD

## Déclenchement de l'arme alimentaire



Entre 1993 et 1998, trois à cinq millions de personnes sont mortes de faim en Corée du Nord. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a ensuite apporté une aide minimale à la population pour prévenir le renouvellement d'une telle catastrophe. Mais, reprenant l'argumentation de Washington, plusieurs organisations humanitaires, dont Médecins sans frontières, dénoncent maintenant cette aide qui maintiendrait la dictature « sous perfusion ». Le PAM vient d'annoncer qu'il se trouve contraint d'interrompre cette aide vitale, faute de financement. Les États-Unis peuvent à nouveau faire usage de la famine pour abattre l'un des derniers régimes stalinien.

page 2

### L'effritement sensible du leadership US

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Le vice-président Dick Cheney a appelé la classe dirigeante globale rassemblée au Forum économique mondial de Davos à agir contre le terrorisme derrière les États-Unis. Il s'est efforcé de convaincre ses auditeurs qu'ils sont, eux aussi, menacés par cet ennemi universel. La salle, polie, a applaudi mollement. Et l'on pouvait mesurer à ce manque d'enthousiasme la perte de leadership de Washington, une tendance qui alarme le spéculateur George Soros.

page 7

LIBERTÉ DE LA PRESSE

### Libération de Tayseer Alouni

IL Y A 3 MOIS SUR RÉSEAUVOLTAIRE.NET



Le journaliste vedette d'Al-Jazeera, Tayseer Alouni, a été libéré jeudi 23 octobre 2003, après quarante-cinq jours de détention dans une prison espagnole. Le juge de l'Audience

nationale, Guillermo Ruiz Polanco, lui a accordé une mise en liberté sous caution au vu de son état de santé. Baltazar Garzón l'avait accusé d'être membre d'Al Qaïda, sur la foi d'informations transmises par des services de renseignement israélien et états-unien.

À lire en ligne sur RéseauVoltaire.net



### COLIN POWELL INAUGURE LA GÉORGIE

C'est aux côtés du secrétaire d'État Colin Powell que le nouveau président Géorgien a été intronisé, le 25 janvier 2004. En effet, Mikhaïl Saakachvili ne cache pas devoir son arrivée aux organisations « non-gouvernementales » émanant de la vitrine publique de la CIA, la National Endowment for Democracy, qui ont orchestré le renversement d'Edouard Chevardnadze. A l'issue de la cérémonie, des hélicoptères ont lâché des pétales de roses symbolisant la « révolution des roses ».

## Alerte mondiale pour la Corée du Nord

# Déclenchement de l'arme alimentaire

**Entre 1993 et 1998, trois à cinq millions de personnes sont mortes de faim en Corée du Nord. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a ensuite apporté une aide minimale à la population pour prévenir le renouvellement d'une telle catastrophe. Mais, reprenant l'argumentation de Washington, plusieurs organisations humanitaires, dont Médecins sans frontières, dénoncent maintenant cette aide qui maintiendrait la dictature « sous perfusion ». Le PAM vient d'annoncer qu'il se trouve contraint d'interrompre cette aide vitale, faute de financement. Les États-Unis peuvent à nouveau faire usage de la famine pour abattre l'un des derniers régimes staliniens.**



Le Programme alimentaire mondial (PAM), a annoncé le 19 janvier 2004, par la voix de son représentant à Pékin, Gerald Bourke, qu'il était contraint d'interrompre son programme d'assistance à la Corée du Nord [1]. Deux millions sept cent mille femmes et enfants nord-coréens - les personnes les plus nécessiteuses auxquelles ce programme était destiné - ne bénéficieront pas d'aide alimentaire cet hiver en raison du manque de dons internationaux. Les États-Unis et le Japon, principaux donateurs du PAM, n'ont pas apporté le financement nécessaire.

## Médecin sans frontières contre le Programme alimentaire mondial

Quelques jours plus tôt, la presse se faisait l'écho des critiques d'organisations humanitaires qui dénonçaient l'aide apportée, selon elles, non pas à la population nord-coréenne, mais au régime dictatorial. Le 30 décembre 2003, *Libération* publiait un article sous le titre « Corée du Nord : une dictature sous perfusion internationale » dans lequel étaient rapportées les critiques de Médecins sans frontières (MSF) contre le Programme alimentaire mondial. « *Nous savons que la situation alimentaire est grave et qu'elle tend même à se dégrader*, expliquait Sophie Delaunay, de MSF. *Mais nous savons aussi que les 25 % de la population, classée comme hostile au pouvoir, n'ont jamais reçu une ration d'aide. Nous avons interrogé les réfugiés des groupes vulnérables, que ce soit en Chine ou en Corée du Sud, ils n'ont jamais rien reçu de la communauté internationale.* »

À cette occasion, la porte-parole du PAM, Christiane Berthiaume, s'énervait : « *Que faut-il faire ? Voir, sur nos écrans, des enfants crevant de faim, sous prétexte que les conditions de distribution d'aide ne sont pas parfaites ? Il y a plus de 2 millions d'enfants de moins de 7 ans qui sont menacés de malnutrition et aussi 420 000 femmes enceintes et allaitant. Alors, doit-on rester les bras croisés ?* »

Christiane Berthiaume se trompait sur un point : on ne voit pas la famine coréenne « *sur nos écrans* ». Le quotidien soulignait quant à lui les propos de Médecins sans frontières, observant qu'en dépit de l'aide « *trois millions de personnes sont mortes d'inanition ces dernières années* ».

## La famine a fait entre 3 et 5 millions de morts de Nord-Coréens entre 1993 et 1998

Ce chiffre de la mortalité attribuable à la famine date de... 1998. À l'époque les diverses estimations variaient de 2,3 millions, chiffre retenu par une commission de sénateurs états-uniens, à 3 millions, chiffre donné par diverses ONG, ou 4,5 millions, estimation proposée par Philippe Biberson, président de MSF, lors d'une conférence sur la famine en Corée du Nord donnée dans les locaux de l'association, en juillet 1998, devant des représentants de toutes les organisations humanitaire françaises intéressées par le sujet. L'estimation la plus haute était donnée à l'époque par le Korean Buddhist Sharing Mouvement (KBSM) : 5 millions de morts. Elle avait été calculée par les enquêteurs du KBSM à partir d'un vaste échantillon d'interviews de réfugiés (plus de mille deux cent).

Depuis, cinq années ont passé, mais aucune estimation révisée n'a été fournie par personne. Il est même très rare que soit rappelé, comme ici, ce chiffre de 3 millions de morts, consensuellement adopté depuis.

Pendant des années, avant d'en arriver à ces chiffres énormes, il n'y avait pas eu de chiffre du tout, puisque de toute façon on niait qu'il y ait une famine. Année après année, les communiqués des organismes internationaux ou d'ONG dociles n'évoquaient que des « *risques de famine* ». On sait aujourd'hui que cette

« *prudence* » dans l'évaluation de la gravité de la crise obéissait à une nécessité politique du département d'État états-unien : il comptait précisément user de l'arme alimentaire pour faire pression sur le régime. Si la famine était reconnue, il faudrait fournir de l'aide inconditionnellement, se privant de ce puissant moyen de pression... Pour ménager les susceptibilités de la diplomatie américaine, la communauté humanitaire internationale avait accepté de taire la plus grande famine de notre époque, une des plus grandes de tous les temps.

Tout ceci est maintenant connu en détail. Andrew Natsios, qui fut le premier à avancer le chiffre, dès 1997, de deux millions de morts, a très précisément décrit la situation dans *The Great North Korean Famine*, fin 2001. Natsios fait plus que connaître son sujet. Il est au cœur de l'administration états-unienne depuis Reagan. Il s'intéressa à la famine à l'occasion de son séjour dans l'opposition, sous Clinton, alors qu'il animait l'ONG *World Vision*. Républicain, Natsios est revenu aux affaires avec Georges W. Bush et dirige actuellement l'*USAID*. Cet organisme gouvernemental applique une politique pire que celle que Natsios dénonçait lorsqu'il était dans l'opposition... L'administration Bush ne cite plus la Corée du Nord comme un simple régime communiste à renverser, mais comme un État voyou, membre de « l'Axe du Mal » [2], qu'il devient nécessaire d'abattre avant qu'il ne fasse usage de ses « armes de destruction massives » [3]. Pourtant, le livre de Natsios est non seulement la seule description complète de cette famine à ce jour publiée, mais de surcroît un excellent ouvrage, que ce soit par sa clarté ou par la qualité de sa documentation.

Ainsi on sait pourquoi la famine a d'abord été niée. Du côté nord-coréen, admettre les proportions de la catastrophe revenait à reconnaître une défaite du système qui avait eu besoin de la Russie et de la Chine pour subsister, jusqu'à ce que les deux pays s'en éloignent au début des années 90. Du côté états-unien, il était plus confortable de marchander l'aide alimentaire dans les négociations avec Pyongyang, s'il n'y avait pas de morts. Au contraire, si les morts étaient reconnus, c'était admettre l'obligation d'aider - aider un adversaire stratégique : un cauchemar.

## L'arme alimentaire utilisée par les États-Unis

Lorsque, avec le macabre décompte des morts, la famine a enfin été reconnue, il a fallu envoyer de l'aide dans une certaine mesure. L'administration américaine a explicitement fait le choix de n'accorder qu'une aide minimale, réservant une aide entière comme arme dans les négociations avec Pyongyang.

L'aide internationale pour la Corée du Nord a toujours été calibrée pour ne servir que des catégories de population : « *les enfants de moins de sept ans et les femmes enceintes* », excluant le reste de la population. Au-delà de sept ans, les hommes et les femmes n'allaitant pas, ne sont simplement pas pris en compte par l'assistance internationale depuis l'origine du programme. L'aide qui ne sera plus dispensée cet hiver a donc toujours été partielle, dans sa définition même. De rares programmes de « *food for work* » ont été mis en place ces dernières années auxquels ont pu accéder quelques dizaines de milliers de travailleurs de plus de sept ans et n'allaitant pas. Ils ont été fermés depuis quelques mois déjà.

Dans leur dernier livre [4], Richard Perle et David Frum, s'exprimant au nom de Donald Rumsfeld et Dick Cheney, préconisent pour renverser le régime d'exiger le désarmement immédiat du pays, puis de prétexter du refus prévisible de Pyongyang pour installer un blocus (l'arme alimentaire), voire de pénétrer militairement sur le territoire nord-coréen depuis la ligne de démarcation.

## Faut-il faire mourir de faim la population pour abattre le régime ?

Aujourd'hui, plusieurs organisations humanitaires justifient *de facto* l'usage de l'arme alimentaire par les États-Unis, en observant la mauvaise distribution de l'aide par le régime de Pyongyang. Médecins sans frontières, par exemple, dénonce à juste titre que les Coréens recensés comme « *hostiles au régime* » sont les plus mal servis.

Mais cette distribution injuste n'a rien de nouveau. Andrew Natsios décrit comment le système de répartition de l'aide a procédé en classant la population en diverses catégories auxquelles sont distribuées des rations différentes. La catégorie la plus basse n'a rien. Quiconque manifeste son « *hostilité* » risque effectivement d'y être affecté de la façon la plus expéditive. À l'inverse, les citoyens modèles sont récompensés par des rations « *de luxe* », plus du double du minimum vital. On apprend, par exemple, que les résidents de la capitale sont tous considérés citoyens privilégiés, tout le monde disposant au moins des rations minimums. On découvre ainsi une nouvelle forme de résidence en ville, summum dans l'histoire des totalitarismes : les « *mauvais* » citoyens en sont chassés, les « *bons* » y sont appelés. Être « *bourgeois* » donne le droit de manger... En être exclu...

On comprend que MSF s'en émeuve. Mais on ne comprend pas qu'il ne comprenne pas que ceci est un effet mécanique de la politique de sous-estimation de l'aide : lorsque un État autoritaire est en position de gérer une telle pénurie, imagine-t-on qu'il fasse autrement que de servir sa clientèle en priorité ? Les militaires en poste aux frontières ont des rations plus que doubles, comme les plus privilégiés des cadres politiques.

## Silence international face au retour de la famine

Le risque d'un retour de niveaux très élevés de famine, comme en 1997, est à prendre au sérieux. Il est corroboré par de multiples informations, l'une d'entre elles étant l'actuelle déroute du Programme alimentaire mondial. On sait également que l'économie coréenne dans son ensemble est de nouveau en panne, en particulier depuis que les États-Unis ont imposé un nouvel embargo sur le pétrole. Sans essence, les tracteurs ne roulent plus. Cela ne permet pas, en général, de faire d'excellentes récoltes. On sait aussi que même les rares industries de pâtes alimentaires, montée avec l'aide internationale pour faire face à la crise, ne reçoivent plus d'approvisionnement depuis des mois.

On enregistre également que le flux des réfugiés semble avoir pris de l'ampleur : on en compterait déjà 200 000 en Russie et bien plus en Chine. Leur nombre est cependant quasiment impossible à recenser du fait que ces réfugiés sont obligés de se fondre dans la population pour échapper à la police chinoise qui

les pourchasse afin de les remettre à la police nord-coréenne. Celle-ci les place aussitôt dans des camps particuliers, où ils purgent une peine au mieux de quelques mois (très différents des véritables camps politiques où l'on meurt massivement et où la population se renouvelle néanmoins constamment). Souhaitant profiter du mouvement, le gouverneur de la région russe voisine appelle même à l'émigration de Coréens.

Aujourd'hui, 26 janvier 2004, plus de sept jours après que soit tombée la dépêche de l'Associated Press annonçant le retrait du Programme alimentaire mondial de Corée du Nord, la nouvelle n'est pas reprise. Entre temps, cependant, de nombreuses dépêches sont parues sur la question nucléaire. C'est la guerre des communiqués. Pyongyang a déclaré être prêt à cesser toute exploitation nucléaire. Washington a rebondi en dénonçant que Pyongyang reconnaissait ainsi avoir une production de plutonium. L'AFP signalait en « Urgent » ce communiqué de Washington d'il y a deux jours. Seuls quelques encarts viennent rappeler qu'à l'autre bout du monde, la famine menace et tue en ce moment même.

### **Michel Sitbon**

*Ancien directeur de la revue Maintenant, Michel Sibon est PDG des éditions Dagorno, L'Esprit frappeur et Le Léopard et administrateur du Réseau Voltaire.*

[1] « Le PAM contraint de supprimer l'aide alimentaire à 2,7 millions de Nord-Coréens », Associated Press, Pékin, 19 janvier 2004.

[2] Voir *Les États-Unis provoquent la Corée du Nord* par Roh Yoo-Jeong, Réseau Voltaire, 17 janvier 2003

[3] La Corée du Nord dispose de plusieurs programmes d'armement à long terme, mais l'existence de ces armes de destruction massive est mise en doute par la Corée du Sud et réfutée par la Chine.

[4] « *Le programme des faucons pour 2004* », Réseau Voltaire, 4 janvier 2004.

## Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# L'effritement sensible du leadership US

## Analyse

Le vice-président Dick Cheney a entrepris une sortie du bunker où il réside pour se rendre à Davos, puis à Rome. Au Forum économique mondial, il a appelé la classe dirigeante globale à agir contre le terrorisme, rassemblée derrière les États-Unis d'Amérique. *The Independent* reproduit un passage de son intervention au cours duquel il s'efforce de convaincre ses auditeurs qu'ils sont, eux aussi, menacés par cet ennemi universel. La salle, polie, a applaudi mollement. Et l'on pouvait mesurer à ce manque d'enthousiasme la perte de leadership de Washington.

Ce n'était pas le seul relent de la campagne présidentielle états-unienne à Davos. Participant à une table ronde, le financier George Soros a mis en cause la politique des Républicains et affirmé son soutien aux Démocrates. *The Guardian* publie un extrait du dernier livre du spéculateur-philosophe. Il y dénonce l'impérialisme brutal d'un groupe d'extrémistes associant fondamentalisme religieux et capitalisme qui suscite en réaction une hostilité au système, alors que les choses fonctionnaient si bien lorsque les autres États étaient associés à la gestion du monde.

Observateur attentif de la vie politique états-unienne, le commentateur militaire William M. Arkin se demande dans le *Los Angeles Times* pourquoi les électeurs voteraient démocrate. En effet, Howard Dean et consort critiquent les détails de la politique de sécurité de George W. Bush, mais pas ses orientations. Ils ont admis le principe de la guerre préventive et celui de la guerre globale au terrorisme. Ils ne diffèrent que pour contester la manière de financer ces opérations démentielles ou l'usage éventuel de mini-bombes nucléaires.

Partout, l'on s'interroge sur les conséquences de la politique étrangère de Washington. J. Alexander Thier, de l'Asian Foundation, s'indigne de la première

décision de la Cour suprême d'Afghanistan. Dix jours après le vote de la Constitution et avant même qu'elle ne soit officiellement promulguée, la Cour s'est auto-saisie du scandale créé, selon elle, par la rediffusion d'une ancienne vidéo d'une star de la chanson locale, datant de la période communiste. Au nom de sa lecture de la Charia, elle l'a censurée. Si rien n'est fait, la Cour suprême imposera rapidement le retour aux mêmes normes que celles des Talibans. L'espoir démocratique exige la limitation des pouvoirs de la haute juridiction et le renouvellement de ses membres, écrit-il dans le *New York Times*.

Le *Washington Post* livre une interview du Premier ministre turc dans laquelle Recep Tayyip Erdogan reprend les grands thèmes du discours qu'il prononcé à Davos. Il a confirmé que, même si le processus d'adhésion à l'Union européenne échouait, la Turquie continuerait ses réformes sociales et institutionnelles. Puis, il a dénoncé le danger que la création par la Coalition d'un Kurdistan indépendant ferait courir à la région. Enfin, il a reconnu que les auteurs des attentats d'Istanbul n'étaient pas membres d'Al Qaïda. Tout au long de l'interview, il a également rappelé que son pays était associé dans la région avec l'Iran et la Syrie et que les trois pays partageaient la même vision des évolutions régionales.

Le professeur George Bisharat relève dans le *Los Angeles Times* que la « solution à deux États » du conflit israélo-palestinien ne pourrait résoudre que les problèmes des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, pas ceux des 1,2 millions de Palestiniens vivant en Israël, ni des millions de Palestiniens réfugiés dans les pays arabes. En réalité, aujourd'hui, il n'y a pas d'autre solution qu'un État unique pour deux peuples.

Enfin, Barbara Amiel, actionnaire et éditorialiste du *Daily Telegraph*, affirme dans le quotidien londonien que 25 à 30 % des jeunes Français sont musulmans. Et que, compte tenu de leur démographie galopante et des conversions massives, ils seront majoritaires d'ici 25 ans. La France, prévient-elle, sera alors un État islamique. À partir de quoi, elle interprète le débat actuel sur l'interdiction du voile comme une tentative dérisoire et vaine d'arrêter ce processus. A contrario, le caractère grotesque des imputations de Mme Amiel laisse à penser que sa tribune prend place dans la campagne de son groupe de presse. Une fois encore, il s'agit pour les partisans de la « guerre des civilisations » de discréditer la position de la France au Conseil de sécurité en faisant croire que Paris est désormais aux mains de l'ennemi islamiste.



## Dick Cheney



Ancien PDG d'Halliburton, [Dick Cheney] est vice-président des États-Unis et ancien secrétaire à la Défense de George Herbert Walker Bush pendant la première Guerre du Golfe.

### « Le terrorisme s'oppose à nous tous »

Source : The Independent

Référence : « Terrorism confronts us all », par Dick Cheney, *The Independent*. Cette tribune est adaptée du discours du vice-président états-unien au Forum économique mondial de Davos.

Il y a toujours eu des groupes utilisant le meurtre pour choquer et intimider, mais la menace terroriste au XXI<sup>ème</sup> siècle est un bien plus grand péril qu'auparavant : aujourd'hui nous faisons face à des réseaux terroristes internationaux qui s'opposent aux valeurs de base de nos sociétés. Leur haine n'est pas dirigée contre un gouvernement, une nation ou une religion, mais contre tous gouvernements, toutes nations ou religions qui leur font face. Ces groupes envoient de jeunes gens à la mort pour tuer le plus de personnes possibles et nos enquêtes en Afghanistan démontrent qu'ils cherchent à acquérir à tout prix des armes chimiques, biologiques et même nucléaires. Les peuples civilisés doivent donc faire l'impossible pour défaire le terrorisme et arrêter la diffusion des armes de destruction massive. Pour cela, nous devons affronter ces dangers ensemble, développer la coopération internationale et, quand la diplomatie échoue, il faut faire face à nos responsabilités et être prêts à utiliser la force.

## George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

### « Les États-Unis sont aujourd'hui au main d'un groupe d'extrémistes »

Source : The Guardian

Référence : « The US is now in the hands of a group of extremists », par George Soros, *The Guardian*, 26 janvier 2004. Cette tribune est adaptée du livre *The Bubble of American Supremacy*.

L'invasion de l'Irak a été la première application de la pernicieuse doctrine de George W. Bush des frappes préventives. Elle a suscité l'hostilité du monde entier. Le fossé entre l'Amérique et le reste du monde n'a jamais été aussi grand. Les idéologues de la suprématie états-unienne assurent que le monde a changé depuis le 11 septembre et que cela justifie de nouveaux comportements. Il devient malheureusement évident que ce sont exactement ceux que les kamikazes qui ont frappé le 11 septembre voulaient que nous adoptions. Peut-être nous comprenaient-ils finalement mieux que nous ne nous comprenons

nous-mêmes. En effet, l'administration Bush a utilisé le 11 septembre pour mener une politique étrangère qui n'aurait pas, sans cela, été acceptée par la population. Les erreurs commises par un groupe d'extrémistes associant le fondamentalisme religieux au capitaliste risquent de faire perdre au pays sa domination mondiale. Alors que les États-Unis auraient pu mener le monde sur la voie de la paix, du progrès économique et de la protection de l'environnement, ils tentent de maintenir une suprématie fondée sur la puissance militaire en étant guidés par la peur.

Le président Bush nous a envoyé en Irak et, tout en mettant nos troupes en danger sans raisons valables, il nous a rendu incapables de faire face aux développements de la Corée du Nord et de l'Irak et à la réorganisation des Talibans. C'est la preuve que les plans des néo-conservateurs étaient mal conçus. Aujourd'hui, l'Irak devient un nouveau Vietnam, bien plus grave d'ailleurs en raison de notre dépendance vis-à-vis du pétrole de la région. Nous devons organiser notre départ d'Irak en évitant de faire trop de mal en le précipitant et en acceptant de payer le prix financier de nos erreurs. Un autre président que Bush sera plus à même de le faire tout en repositionnant les États-Unis à leur véritable place.

## William M. Arkin

William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site The U.S. Military Online. Il est chroniqueur du Los Angeles Times.

### « Les rivaux de la Maison-Blanche tournent à vide »

Source : Los Angeles Times

Référence : « White House Rivals Running on Empty », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 25 janvier 2004.

Chacun des candidats démocrates restant affirme qu'il peut défier **George W. Bush** sur les questions de sécurité nationale. Pourtant à quelques rares exceptions près, ils sont tous proches du programme de Bush sur ce sujet. Nous n'en avons entendu aucun développer une nouvelle vision de la politique de sécurité nationale des États-Unis dans l'après-Guerre froide marquée par le terrorisme. Ce n'est pas qu'une nouvelle vision des choses est inconcevable, c'est simplement que les candidats démocrates partagent les vues de l'establishment sur ce sujet.

Aussi les démocrates discutent des détails des dépenses en terme de défense, mais pas du montant des dépenses faramineuses. Ils s'opposent aux mini-bombes nucléaires, mais ne parlent pas de désarmement. Même **Howard Dean** ne fait pas exception et il adopté le principe de la guerre préventive. Il a promis également de dépenser davantage sur la sécurité intérieure et pour la guerre au terrorisme et il s'oppose à ce que des troupes états-uniennes servent sous commandement de l'ONU. **John Kerry** est presque le candidat le plus original quand il demande que le poids de la reconstruction de l'Irak soit porté par une contribution financière des plus fortunés et plus uniquement par les impôts des classes moyennes.

Les démocrates ont échoué à redéfinir le fondement de la doctrine de Bush :

l'affirmation que les États-Unis sont « en guerre ». Initialement, il ne s'agissait que d'une formule rhétorique semblable à la « guerre à la pauvreté » ou la « guerre à la drogue », mais cela a changé quand les États-Unis ont mené des opérations militaires partout dans le monde. Après le 11 septembre, l'administration Bush a pris des mesures qui menacent nos libertés en affirmant assurer notre sécurité, mais des alternatives existent et il n'est pas nécessaire de partir du principe que la menace terroriste sur le pays est constante et sévère. L'analyse des démocrates sur la question des armes de destruction massive dans le monde et le rôle de l'ONU en Irak n'est pas non plus très différente de celle de l'administration Bush.

Les démocrates devraient se demander pourquoi les citoyens états-uniens changeraient de président si c'est pour avoir la même politique. En définir une nouvelle serait non seulement de bonne politique, mais serait également un service public.

## J Alexander Thier

J Alexander Thier est consultant à la Asia Foundation. Il a été conseiller juridique des commissions de réforme judiciaire et constitutionnelles d'Afghanistan.

### « Attaquer la démocratie depuis le barreau »

Source : New York Times

Référence : « Attacking Democracy From the Bench », par J Alexander Thier, *New York Times*, 26 janvier 2004.

Il n'a fallu que dix jours pour que la Cour suprême afghane détourne l'esprit et la lettre de la constitution nouvellement adoptée. Ainsi, elle a décidé, sans avoir été saisie et sans qu'une loi ne traite de ce sujet, de censurer le passage à la télévision de la chanteuse pop Salma en déclarant que montrer une femme chanter et danser était anti-islamique.

Cet exemple montre le principal danger qui plane sur l'Afghanistan : que le système judiciaire n'impose sa vision fondamentaliste du Coran au lieu de défendre la loi afghane. C'est l'attitude qu'a malheureusement toujours suivi le président de la Cour suprême Mawlavi Fazl Hadi Shimravi, un fondamentaliste nommé juste après la chute de Kaboul et que Karzaï a malheureusement gardé en poste. Shinwari a pu nommer ses proches aux postes clé de la juridiction suprême et a créé, à l'intérieur de la Cour suprême, un « conseil des fatwas » qui n'existe même pas légalement.

La constitution afghane est un modèle de modération, mais elle comprend un article dangereux qui stipule que la Cour suprême doit juger si les lois et traités sont conforme à l'islam. Si cette instance tombe aux mains des fondamentalistes, elle sera l'équivalent du Conseil des gardiens iranien. Il faut donc que le président Karzaï prenne des mesures en interdisant l'auto-saisine par la Cour et en y nommant de nouveaux membres.

## Recep Tayyip Erdogan



Recep Tayyip Erdogan est Premier ministre de Turquie.

### « La démocratie et l'islam peuvent coexister »

Source : Washington Post

Référence : « Democracy And Islam Can Coexist », par Recep Tayyip Erdogan, *Washington Post*, 26 janvier 2004. Ce texte est adapté d'une interview accordée par le Premier ministre turc lors du sommet de Davos.

Nous sommes favorables à une résolution du problème chypriote sur la base du projet de **Kofi Annan**. Nous souhaitons qu'il soit entériné par un référendum qui aura lieu avant le 1er mai [1]. D'après ce que m'a dit M. **Romano Prodi**, une solution à la question chypriote devrait avoir un impact favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne qui se négociera au sommet de décembre 2004. Nous continuons à faire des efforts pour adhérer à l'Union européenne et pour mener des réformes, mais que nous parvenions à adhérer ou non, nous continuerons car ce sont des réformes qui bénéficient aux Turcs.

Au Proche-Orient nous craignons qu'un éclatement de l'Irak sur des bases ethniques ou religieuses sectaires n'ait un impact négatif sur la Turquie, la Syrie et l'Iran. Nous ne pensons pas que la route suivie par les Kurdes d'Irak dans le Nord du pays soit la bonne : exercer la domination d'une ethnique sur une autre n'est pas juste et met en danger l'unité de ce pays. Par ailleurs, les Kurdes ne doivent pas garder les fruits des champs pétroliers de Kirkuk car ils appartiennent à tous les Irakiens. Nous souhaitons participer à la reconstruction de l'Irak et nous pensons que l'Iran et la Syrie ont aussi un rôle à y jouer. Par ailleurs, ce dernier pays souhaite reprendre les négociations avec Israël et la Turquie est prête à servir de médiateur.

Nous avons, avec la collaboration de la Syrie et de l'Iran, éclairci presque tous les points de l'enquête sur les attentats d'Istanbul. Les suspects ont affirmé connaître Al Qaïda, mais ne pas en faire partie. Si nous avons été attaqués, c'est parce que la Turquie est le symbole de la coexistence possible entre l'islam et la démocratie.

---

[1] NDLR : Le 1er mai, la partie grecque de l'île entrera dans l'Union européenne

## George Bisharat



Descendant de Palestiniens expulsés de Jérusalem en 1948, George Bisharat est professeur de droit à l'Hastings College of Law.

## « La solution des deux États lèse encore les Palestiniens »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Two-State Solution Again Sells Palestinians Short », par George Bisharat, *Los Angeles Times*, 25 janvier 2004.

En 1948, 700 000 Palestiniens furent chassés de leur patrie et privés de leurs propriétés par un peuple qui venait pourtant de souffrir du fait d'un racisme meurtrier. Aujourd'hui, beaucoup estiment que les Palestiniens devraient abandonner leur droit au retour pour favoriser la « solution des deux États ». Les Israéliens affirment que les Palestiniens sont partis d'eux-mêmes suite aux déclarations radiophoniques des dirigeants arabes leur demandant de quitter le pays alors que les dirigeants arabes de l'époque demandaient au contraire de rester. S'ils sont partis, c'est par peur des milices sionistes. Le transfert de population est, en outre, une part ancienne du projet sioniste qui prévoyait de « nettoyer » la Palestine pour en faire un État juif. Sans cette politique, les actuels réfugiés auraient simplement été des citoyens israéliens, mais aujourd'hui, ironiquement, Israël affirme que leur retour entraînerait sa destruction.

Israël a accueilli des immigrés du monde entier, mais a tué entre 2700 et 5000 Palestiniens qui franchissaient sa frontière, la plupart sans armes, entre 1949 et 1956. Depuis 1948, le droit au retour est presque constamment réaffirmé par l'ONU. La solution des deux États sera sans doute bénéfique aux Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et à Gaza, mais pas aux 1,2 millions d'Arabes vivants comme des citoyens de seconde zone en Israël. Le seul véritable obstacle au droit au retour, c'est le désir d'Israël de conserver une « balance démographique » favorable aux juifs.

Les Palestiniens ne doivent pas continuer à payer pour un Holocauste européen et les États-Unis doivent cesser de soutenir un pays qui se fonde sur la défense d'un seul groupe religieux. Les Palestiniens sont prêts à faire des sacrifices pour la paix, mais pas à accepter d'entériner leur spoliation. Il est temps de s'interroger sur les conditions de création d'un État binational uni.

Barbara Amiel



Ancienne éditorialiste du *Times*, Barbara Amiel est éditorialiste du *Daily Telegraph* et vice-présidente du groupe de presse Hollinger. Elle est l'épouse de l'ancien PDG du groupe, Lord Conrad Black of Crossharbour.

## « La France va-t-elle devenir un État islamique ? »

Source : Daily Telegraph

Référence : « Is France on the way to becoming an Islamic state ? », par Barbara Amiel, *Daily Telegraph*, 26 janvier 2004.

La France a une longue histoire de querelles entre factions et aujourd'hui il semble que ces affrontements aient lieu au sein même du gouvernement à propos de la loi dite sur « l'application du principe de laïcité ». Derrière ces déchirements se profile une crainte qui n'ose pas s'assumer face au développement de la présence musulmane en France.

Bien que les recensements ne puissent pas, dans la loi française, interroger sur les appartenances ethniques ou religieuses, certains démographes estiment que 25 à 30 % de la population de moins de 25 ans en France est musulmane. D'ailleurs, en France, la dénomination « les jeunes » [1] est l'appellation politiquement correcte utilisée pour désigner les jeunes musulmans. Compte tenu des taux de natalité, il n'est pas impossible que dans 25 ans la France ait une majorité musulmane et, dès lors, on peut se demander si la France laïque ne deviendra pas un État islamique.

Cette question se pose aussi pour d'autres pays d'Europe et il est difficile de savoir ce que cela impliquera dans ces pays. Certains espèrent régler cette question par l'assimilation. C'est la logique qu'on trouve derrière le projet de *Nicolas Sarkozy* de développer un islam français avec des imams formés en France. Toutefois, son projet de « Conseil des musulmans » apparaît pour beaucoup d'analystes comme une reconnaissance des islamistes et pour ces derniers, l'assimilation est une contamination. L'autre méthode d'assimilation que sont les mariages mixtes ne fonctionne pas non plus car ils lient souvent des hommes musulmans avec des femmes converties. Dans le même temps, en France, le catholicisme recule et l'islamisme, encore faible, ne cesse de progresser grâce à son impact dans la jeunesse.

Contrairement à ce qui s'est passé aux États-Unis aux XVIII<sup>ème</sup> siècle et au XIX<sup>ème</sup> siècle, les immigrés ne viennent pas aujourd'hui en Europe pour devenir des citoyens du nouveau territoire et cela crée des tensions et des inquiétudes dans les pays d'accueil. Les frictions entre populations restent cependant un sujet tabou qui fait le jeu de l'extrême droite. Aujourd'hui, le gouvernement français croit sincèrement pouvoir régler le problème en faisant une loi qui viole les principes occidentaux de liberté religieuse. L'intégration des musulmans sera le dilemme fondamental des Français au prochain siècle.

[1] NDLR : En Français dans le texte